Nantes : "patrons hors des facs !" *voir page 2*

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

MARDI 27 JANVIER 1976

N° 94

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

clôture de la préparation du 22° congrès du PCF

UNE CARICATURE DE DEBAT

A une semaine du 22e Congrès, se tenaient ce week-end dernier les conférences fédérales du PCF, dans le but de désigner les délégués au Congrès et de discuter du projet de résolution. *« Le débat a renforcé l'unité du parti »* annonce «L'Humanité». Mais quel débat, quelle unité, quelles propositions le parti qui se prétend le parti révolutionnaire de la classe ouvrière a-t-il élaborés au cours de ces conférences ?

C'est une caricature de débat démocratique qu'il nous a été donné de voir. Une des questions fondamentales de la discussion était absente du projet de résolution, c'est Marchais qui l'a soulevée au cours d'une émission de télévision. Autre point de la discussion : la «moralité». Par contre il n'y a pas eu de discussion sur les luttes de la classe ouvrière et la riposte d'ensemble contre la politique de la bourgeoisie. C'est dire si les préoccupations des masses étaient absentes du débat.

Si l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, proposé par Marchais à ces conférences a été adopté sans beaucoup d'oppositions, c'est que tout avait été fait auparavant pour étouffer les voix de ceux qui, au sein du PCF tenaient à maintenir ces références. En adoptant cette position, les révisionnistes ont voulu donner un nouveau gage à la bourgeoisie. Les protestations de ceux qui s'inquiètent que le PCF, une fois dépouillé de ses oripeaux marxistes, n'apparaisse pour ce qu'il est : un parti bourgeois, révèlent que chez les travailleurs et chez de nombreux militants de base du PCF, cet abandon suscite des discussions et amène des interrogations sur la véritable nature du PCF. C'est justement pour ne pas perdre son emprise sur la classe ouvrière que le PCF tente de renforcer ses cellules d'entreprise.

Autre point majeur du débat, l'attitude à adopter face au développement de la pornographie. Que cette question ait pris une telle importance (autant que la discussion sur la dictature du prolétariat) dans la préparation du Congrès, est révélateur du poids grandissant de la petite-bourgeoisie dans le parti révisionniste. A la position de Marchais, condamnant sans en analyser les causes le déferlement de la pornographie, à la manière du pape, certains délégués ont opposé le point de vue de la liberté totale pour l'étalage de toûtes les perversions, voulant imposer la prise en compte dans les statuts, de leur mode de vie dégénéré, qu'ils ont déjà largement développé dans le PCF. Ce débat n'est pas sorti du cadre des conceptions bourgeoises

Telles sont les questions qui ont été débattues au cours de ces conférences, et qui seront au centre des débats du prochain congrès. Comment voir là les préoccupations des travailleurs ? Cette nouvelle avancée dans la dégénérescence du PCF que constitue ce Congrès, à nous de la rendre consciente aux travailleurs encore influencés par les idées révisionnistes, à nous de développer les perspectives révolutionnaires et d'édifier le véritable parti révolutionnaire.

Serge LIVET

le meurtre du juge Renaud :

DES ASSASSINS PRESUMES QUI SONT BIEN PROTEGES !

voir page 5

ESPAGNE

LIRE EN PAGE 3 NOTRE APPEL

dans nos usines et nos quartiers, solidarité avec les ouvriers espagnols en lutte.

SOMMAIRE

- p.3 : Moon, d'où vient l'argent. Santé : non au contrôle patronal. Logement : Minguettes à Vénissieux.
- p.4 : luttes ouvrières
- p.5 : déjà des Préparatifs électoraux
- p.7 : notre feuilleton : «Etoile Rouge sur la Chine» d'Edgar Snow
- p.8 : les luttes en Espagne Athènes : conférence des Balkans

GRIFFET

MARSEILLE, LYON, PARIS, LES OUVRIERS DE GRIFFET DANS LA RUE AVEC LEURS GRUES

Pour rappeler qu'ils sont toujours en lutte les ouvriers de Griffet (Marseille), ont abandonné trois camions grue, un sur le pont Galliéni à Lyon, un à Marseille à l'entrée de l'autoroute du nord (notre photo), et un à Paris près de la place de la Concorde.

ETUDIANTS

Nantes

«PATRONS HORS DES FACS»

Bertrand MARQUET

Le 3 décembre, la grève éclate. Pendant plus de 7 semaines, assemblées générales et manifestations vont se succéder. En Droit, en Sciences Économiques, en Lettres, les étudiants de Nantes vont mener la première offensive de masse contre les mesures Soisson. Par son «sérieux», par la volonté affirmée de gagner le soutien des travailleurs, la grève de Nantes est riche d'enseignement pour les luttes à venir

PREMIERE OFFENSIVE CONTRE LES MESURES SOISSON

Des cubes de bétons posés aux portes de la ville, les facultés de Nantes ressemblent à beaucoup d'autres : un ghetto dissimulé sous une architecture moderniste. Dans cette région massivement touchée par le chômage, l'incertitude sur l'avenir est vive également chez les étudiants. En droit, en sciences on a noté cette année une recrudescence des inscriptions en troisième cycle. Il est vrai que nombre d'étudiants qui avaient cherché du travail durant l'été avec leur licence en poche n'avaient rien trouvé, pour certains une place d'auxiliaire aux PTT. Comme le dit Michel, étudiant en maîtrise de physique : *«On s'accroche à la fac pour gagner deux ans»* ; Jean-Pierre, en deuxième année de biologie, ne se fait aucune illusion : *«On ne peut pas voir au-delà de trois ou quatre ans»*.

IL SUFFISAIT D'UNE ÉTINCELLE :

A Nantes, il suffisait d'une étincelle : ce fut la décision de la commission pédagogique de droit de refuser l'accès au doctorat (DEA) à trente huit étudiants pourtant licenciés. Alors que les étudiants concernés proposaient simplement un boycott des professeurs de la commission pédagogique, les étudiants de deuxième année, eux-mêmes au sortir d'un examen éreintant, votent la grève. C'était le 3 décembre, deux semaines plus tard, les facultés des lettres et sciences emboîtaient le pas. Les maladresses de l'administration et le matraquage brutal de la manifestation du 10 janvier (organisée en commun avec les étudiants d'IUT à l'occasion du 10ème anniversaire des IUT) feront le reste.

Au départ, le problème était concret : contre la sélection et le chômage, pour la réintégration des exclus. Les premières revendications avancées spontanément s'attaquaient aux causes immédiates du «ras-le bol» : pour la cessation du contrôle «policier» dans les travaux dirigés, contre le bachotage, contre l'autoritarisme des mandarins. C'est la remise en cause de la Commission Pédagogique chargée d'organiser le numérus clausus qui a ouvert la voie au rejet de l'ensemble des mesures Soisson. Pour la première fois, furent mis en avant des mots d'ordre tels que :

- Non aux facs concurrentielles !
- Patron hors des facs !

Première offensive de masse contre les mesures Soisson, la grève de Nantes est riche d'enseignements pour les luttes à venir.

LA «GAUCHE» DÉMYSTIFIÉE PAR LE MOUVEMENT

Au fur et à mesure que s'approfondissait la remise en cause des mesures Soisson, on a vu se produire un net clivage parmi les forces dites de gauche, ainsi Colliard, ponte du PS, déclare qu'*«il faut maintenir le numérus clausus pour préserver la crédibilité de la fac de Nantes»*. Le Guillou, directeur de l'UER de sciences économiques, membre du PCF sommé de s'expliquer devant 1 500 étudiants réunis en assemblée générale ne recueille que la claque de 150 nazillons de l'UNI. Par ailleurs, la CGT est le seul syndicat qui refuse de s'associer à la manifestation du 10 janvier, cela suite à une visite de l'UNEF Renouveau qui s'était fait quasiment exclure des assemblées générales. Enfin, vieille méthode le PCF distribue confidentiellement un tract où il «oublie» de parler du matraquage des manifestants mais, par contre, s'interroge sur «l'état actuel du mouvement (qui) risque d'être retardé, voire dévoyé par l'irresponsabilité des groupes provocateurs minoritaires». Il a ainsi réussi à faire comprendre aux étudiants qu'ils ne devaient pas compter sur lui.

UNE GRÈVE «SÉRIEUSE»

Tout au long de la grève, la question s'est posée : comment prendre en charge la lutte collectivement ? La volonté de lutte, les assemblées générales bondées, la grève constamment revotée à une large majorité imposaient aux comités de grève d'être à la hauteur. Ils furent parfois remis en cause, et même violemment, mais ce qui était en question, ce n'était pas la nécessité d'un collectif de direction mais la façon dont il rendait compte des aspirations, dont il traçait les perspectives.

Dans les facultés, les conditions de la mobilisation étaient, il est vrai, différentes : en droit, par exemple, l'organisation des cours par amphi a facilité la discussion sur la base des liens pré-existants à la grève ; en lettres, par contre l'atomisation des cours en petits groupes a exigé un travail d'agitation beaucoup plus important. En Droit et en Sciences, une animation constante s'est organisée, permettant le contact et la discussion ; comme le dit un étudiant : *«rien que ça, c'est remettre en cause la faculté bourgeoise»*.

UNE NÉCESSITÉ : LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

Autre question également préoccupante : la popularisation. Elle a été envisagée en diverses directions, mais si elle a eu effectivement lieu sur les facultés de l'ouest et les lycées de Nantes, elle est resté limitée en direction de la classe ouvrière. Elle a consisté à obtenir l'appui des syndicats et à la tentative de ceux-ci de participer avec les délégués étudiants aux négociations à la présidence de l'université. Notons, en passant, le cynisme de Monsieur SPARFEL, Président de l'Université, qui refusa de recevoir la délégation en arguant qu'il y avait des gens «étrangers au milieu étudiant et enseignant» ; et les patrons qui siègent au Conseil, Mr SPARFEL ? La nécessité de chercher l'appui des travailleurs fut souvent l'objet de discussions ; ainsi, il a été question de manifester dans un quartier populaire, d'aller expliquer la grève sur le lieu des luttes. En Droit, on s'est interrogé sur la manière dont les étudiants pouvaient mettre leurs connaissances au service de la lutte des paysans-travailleurs contre les expropriations. Mais cette préoccupation n'a pas débouché dans la pratique car l'enjeu de la lutte contre Soisson n'était pas suffisamment clair.

L'APRÈS-GRÈVE : PRÉPARER UNE NOUVELLE LUTTE

Indépendamment de la première victoire obtenue sur la réintégration des élus, on a beaucoup appris pendant cette grève. Avec qui lutter, contre qui et comment lutter ? L'un des acquis les plus importants, nous dit l'un des animateurs du mouvement, c'est le fait que «l'on a démontré que par un mouvement de masse important, on peut faire flancher le pouvoir». Aujourd'hui, sans perspective immédiate de lutte d'ampleur nationale, il faut éviter l'écueil de la démobilisation des étudiants, il s'agit de se préparer à une nouvelle lutte en corrigeant les faiblesses apparues. Notamment, en ce qui concerne la prise en charge collective de la lutte, le rôle du comité de grève, c'est une exigence largement exprimée. Sur les différentes facultés les solutions envisagées sont assez semblables : la mise en place de comités à la base et par section, destinés à développer une agitation constante aussi bien contre le bachotage que dans une critique des cours ; plus neuve est la préoccupation de construire un lien avec les travailleurs en amenant les étudiants à réfléchir sur leur rôle social futur vis-à-vis des masses populaires, on envisage d'inviter à la faculté des éducateurs, certains juges, des ouvriers. C'est bien ainsi en effet que l'on verra clairement l'enjeu de la lutte contre les mesures Soisson : devenir ou non un garde chiourme de la bourgeoisie.

La grève de Nantes, autant par ses succès que par ses faiblesses, marque une maturité nouvelle du milieu étudiant. La qualité des questions posées, la conscience de la nécessité d'un lien avec les travailleurs, la déconfiture des organisations révisionnistes montrent la nécessité de l'unité populaire et sa possibilité. Chez les étudiants aussi, la nécessité du mouvement d'ensemble fait son chemin.

Motion votée en droit, sciences-éco, pour la suspension de la grève

**Vendredi après-midi, les assemblées générales des trois facultés ont voté la suspension de la grève. En droit, sciences économiques, le Comité de grève a présenté une motion votée à l'unanimité : *«Les étudiants en droit et sciences, en grève depuis six semaines réaffirment leur opposition au décret Soisson et à la normalisation de l'université, ils réaffirment leur volonté de poursuivre la lutte mais sont conscients qu'elle ne peut être menée efficacement que par la mobilisation nationale. Constatant l'absence de cette mobilisation, l'assemblée générale décide de suspendre la grève à partir de lundi matin et de s'organiser en comité de base. Elle appelle les étudiants à la vigilance dans toutes les UER pour mener une lutte nationale sur le décret Soisson. L'assemblée générale lance un appel pour qu'une liaison soit faite avec des organisations ouvrières. La suspension de la grève ne signifie pas l'arrêt de la lutte, au contraire. En sciences et lettres comme en droit sciences économiques, des comités de base poursuivront la mobilisation contre le décret Soisson, organiseront une animation permanente pour dénoncer le rôle de classe de l'université, pour briser le ghetto universitaire en invitant par exemple des paysans travailleurs, des éducateurs spécialisés, des chômeurs ; tout cela pour être fin prêt quand la mobilisation nationale se déclenchera, pour que la masse des étudiants qui ont voté la grève pendant six semaines se fassent un point de vue, voient que l'avenir professionnel auquel l'université nous destine n'est pas neutre»*.

Les mesures Soisson

Rendues urgentes par les difficultés de l'impérialisme français il s'agit d'en finir avec les étudiants mal formés, concrètement d'adapter l'université à l'impérialisme en crise. Répondre à chaque moment aux besoins de la conjoncture, Soisson compte y parvenir en conditionnant le type de formation, les débouchés offerts, au financement patronal dans le cadre de facultés autonomes et concurrentielles. Les textes de la réforme du 2ème cycle récemment publiés sont clairs :

- les patrons siègent au conseil d'université et déterminent les formations : *article III «...les représentants des professions sont associés à leur conception et à leur mise en œuvre»* ,
- les patrons jugent de la qualité du travail : *article I «Ils comportent (les enseignements)... des stages organisés en fonction des grandes orientations de la vie économique, sociale et culturelle»* ;
- répondre à la conjoncture c'est prévoir le recyclage : *article I : «L'aménagement de leurs enseignements doit répondre aux exigences de l'éducation permanente et faciliter le développement de la formation continue et de l'enseignement alterné»*.

Avec les mesures Soisson la bourgeoisie tente de prévenir toute alliance immédiate ou à venir (lorsque les étudiants seront dans la vie active) de la jeunesse intellectuelle avec les masses populaires.

INFORMATIONS GENERALES

D'OU VIENT L'ARGENT DE MOON ?

D'où viennent les millions que brasse l'AUCM, couverture française de la secte sud-coréenne Moon. D'où viennent tous ces «dons volontaires» avec lesquels sont loués tant d'hôtels, de chateaux, de «centres»... De la CIA ? Bien sûr que non, puisque, comme le dit Blanchard, le responsable français, le but du Maître (cet ancien proxénète coréen, Moon...) «est d'arracher des milliards de dollars dans le monde entier... pour les mettre au service de Dieu», c'est-à-dire de l'anti-communisme, des basses besognes de l'impérialisme américain. Mais alors d'où vient cet argent ?

Du travail des adeptes, de ceux que la secte a réussi à briser dans ses stages. Pour ces chanteurs avec guitares et bandjos que vous avez peut-être rencontrés sur un trottoir, il est exigé 1 000 F par jour. Pour les vendeurs de brochures, 300 F par jour. Mais cela n'est encore que du travail à la petite semaine pour les escrocs qui les dirigent. Qui produit les richesses de ce pays ? Ce sont les ouvriers ! et c'est là, à la source, que la secte s'est dirigée. En témoigne l'action de cet industriel, le «moon», comme l'appellent les ouvriers de l'usine de chaussures «Roc» à Autun, aujourd'hui au chômage. Le «moon», c'est Servonnat, venu reprendre cette entreprise en faillite. Il se présentait comme «le sauveur», faisant faire des heures supplémentaires à ses ouvriers, pour sauver l'entreprise, puis leur expliquant qu'il ne devait plus y avoir ni patron ni ouvriers, et leur demandant de verser leurs indemnités de licenciement au capital de la boite. Puis ce furent les salaires non versés, les stocks bradés, les charges non payées.

On parle de faillite. Le 16 janvier, tout le personnel se réunit, pour écouter d'anciens délégués syndicaux de l'usine que Servonnat dirigeait, à Morestel. Les délégués racontent comment cet individu, qui avait réalisé la même opération à Morestel avait fait pression sur eux pour «les convertir».

Le 19, la chaine de production est arrêtée. Le 21, les ouvriers, venus aux nouvelles découvrent deux camionettes stationnées dans la cour de l'usine, visiblement pour embarquer les machines. Les ouvriers cadenassent aussitôt les grilles. Le 22, le tribunal de commerce prononce la fermeture de l'usine. Des experts sont nommés pour examiner la comptabilité des sociétés qui possédaient l'usine... et le tour est joué : Servonnat a encaissé le produit de la vente du stock, les cent millions de crédit que lui accordait sa banque, personne ne sait où est passé l'argent, et entre temps, la secte a acheté quelques châteaux.

Il faut croire qu'il n'y a pas que la secte à trouver de l'intérêt au développement de son activité. Samedi dernier, les parents d'une jeune fille de Lille ont été la «récupérer» dans un château à Mauny (Seine Mme). Pour ce faire, ils ont dû employer la force. Or cette jeune fille venait tout juste d'avoir 18 ans. Et auparavant, la police avait été impérante, alors qu'elle était mineure.

SANTÉ

Non au contrôle patronal

A l'appel de la CFDT et de la CGT, la pétition suivante a été signée par 624 travailleurs :

«Nous, travailleurs soussignés, déclarons refuser absolument le contrôle «médical» patronal. Seule, la Sécurité Sociale est qualifiée pour contrôler nos arrêts-maladie, et, si le «médecin» patronal se présente chez nous ou nous convoque, nous refuserons son examen «médical».

Le contrôle «médical» patronal est une atteinte grave à la vie privée des travailleurs et un moyen de coercition inadmissible. Nous exigeons que la direction ALSTHOM SAVOISIENNE verse les indemnités complémentaires à tous les camarades sanctionnés.
Nous nous déclarons collectivement solidaires de ces camarades.
Nous exigeons que la direction d'ALSTHOM SAVOISIENNE cesse le contrôle «médical» patronal».

A l'appel des 2 syndicats, près de 400 travailleurs sont allés collectivement porter cette pétition à la direction, manifester leur colère, affirmer avec force qu'ils refuseront que les médecins flics les contrôlent et exigeront le respect du droit à la santé pour les travailleurs.

(...) L'action juridique entamée par la CFDT pour obtenir les indemnités dues à deux travailleurs sanctionnés doit s'appuyer ***avant tout sur l'action des travailleurs,*** *qui seule pourra faire reculer la direction.*

La suppression des contrôles «médicaux» passe par la lutte collective : comme à la raffinerie de Beghin, à la SNR (Annecy), à la Compagnie des Fours Industriels, etc. les travailleurs ont imposé à leur direction la suspension des contrôles patronaux.

Cette campagne contre SECUREX a été placée dans le cadre de la lutte générale contre la répression patronale à l'Alsthom (où 2 travailleurs viennent d'être licenciés alors qu'ils étaient en arrêt maladie) et aussi dans le pays (emprisonnement de militants syndicaux et d'appelés). Il faut une riposte unitaire et massive contre la répression patronale.

section Alsthom Savoisienne (St Ouen) et Union des Métaux CFDT (extraits).

LOGEMENT

Les Minguettes (Vénissieux) :

"PLUSIEURS ONT ETE SAISIS ..."

TEMOIGNAGE D'UNE GARDIENNE D'IMMEUBLE

Les habitants de la ZUP des Minguettes à Vénissieux regroupés dans un CIL (comité d'intérêt local) luttent depuis trois mois contre les augmentations de l'eau (entre 30 et 45 %) en refusant de les payer.

Un responsable du CIL nous parle ici de cette lutte et de l'organisation que se sont donnée les locataires.

Quotidien du Peuple : Qu'est-ce que le CIL.

— Dans le CIL, il y a trois commissions : Une commission animation, une commission journal qui rédige «l'Echo des Minguettes» une commission défense des habitants qui s'occupe des problèmes locatifs, c'est celle-ci qui a pris en main l'action contre l'augmentation de l'eau et du chauffage.

La mobilisation s'est faite dans les sous-commissions qui regroupent les locataires par quartier et par promoteur.

QdP : Comment le CIL se situe-t-il par rapport aux autres organisations de locataires.

— Sur la ZUP, il n'y a que la CNL (Confédération Nationale du Logement). Au départ, on voulait fusionner mais ça n'a pas été possible ; par exemple pour le chauffage, il y a eu une proposition d'action commune mais ça n'a pas marché, ils partent du principe qu'il faut s'attaquer au gouvernement, le principal responsable.

Alors, ils font des délégations à la préfecture, ils font intervenir le député-maire. Nous on sait bien d'où viennent les problèmes mais pour les résoudre, on veut que tout le monde participe, que les gens prennent en main leurs affaires et qu'ils décident eux-mêmes de leurs actions.

Ici, un F5, ça fait 950,00 F par mois avec les charges et le chauffage. Sur 55 locataires, j'en ai 15 qui sont en train de déménager et 35 ont des arriérés de plus de deux cents milles anciens francs.

Plusieurs ont été saisis, certains plusieurs fois, j'ai vu chez eux, c'est lamentable, il ne leur reste plus qu'un lit et une table. Il n'y a aucune sécurité dans l'immeuble, je n'ai pas le téléphone, pas un seul extincteur, les ascenseurs ne marchent pas et je suis constamment obligée d'aller débloquer les gens qui sont restés bloqués dedans. Les jeunes, il n'ont pas de local, ils sont désœuvrés, beaucoup sont au chômage, alors ils trainent dans les entrées, ils font du bruit. Il y a trois mois, dans une tour du quartier, des locataires ont appelé la police. La plupart du temps je vais les voir, je leur explique qu'ils empêchent les gens de dormir, 9 fois sur 10, ça se passe bien. La police, ce n'est pas la solution, d'abord ils vont en emmener un ou deux, s'il y a un Algérien ce sera lui plutôt qu'un autre. Après cette affaire, la police était tout le temps là, il y avait des interpellations sans arrêt. Un jour, je sors pour acheter du pain, on me demande ma carte d'identité, je ne l'avais pas, j'avais 200 m à faire. Il a fallu que je revienne la chercher chez moi, on se disait *«bientôt, il va falloir se l'afficher sur la poitrine»*. On sent bien qu'on limite nos libertés.

Sur la ZUP, il y a un garde des HLM en moto, il repère tous les balcons où les locataires font sécher le linge, note le nom, la première fois, en principe, vous n'avez qu'un avertissement, mais la deuxième fois, c'est une amende de 20 ou 30 F payable immédiatement, mais où voulez-vous faire sécher du linge dans une tour ?

Correspondant Lyon

En bref

les jeunes : des suspects pour la police

A Alençon (dans l'Orne), dans plusieurs cafés de la ville, les flics ont fait des descentes en forces (un car, une 4L, des RG) pour contrôler les identités des jeunes présents. Certains RG prennent des photos ouvertement. Ils s'attaquent de préférence aux jeunes qui peuvent avoir l'apparence de «gauchistes» ; les autres n'étant nullement inquiétés.

Quant aux jeunes qui n'ont pas leurs papiers sur eux, (il y a beaucoup de lycéens internes qui sortent des bahuts trois ou quatre heures et qui ne les ont pas), ils sont tout simplement embarqués au commissariat pour vérification d'identité.

Il est nécessaire que partout en France les lecteurs du Quotidien du Peuple signalent des faits de ce genre au journal. Cela permettrait de mieux voir concrètement la réalité des mesures de répression et d'intimidation de la bourgeoisie contre les travailleurs.

un groupe de jeunes d'Alençon

Amiens, ville quadrillée

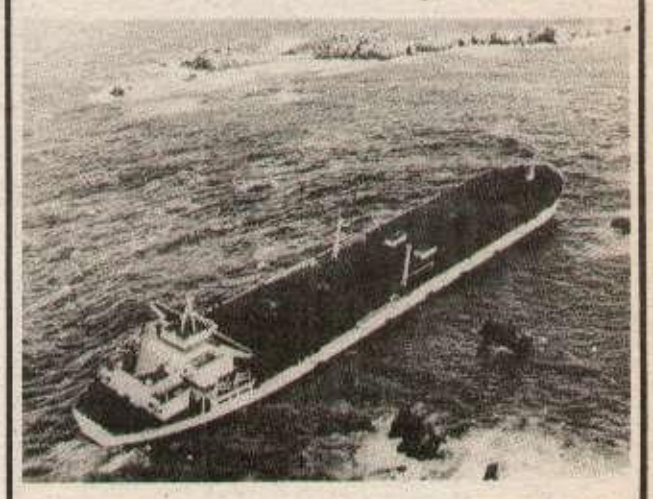
Après l'intervention de travailleurs du «Parisien» à l'imprimerie Treilhou (voir QdP du 22/01), les flics, armés, avaient quadrillés le quartier. Aujourd'hui c'est toute la ville qui l'est. Il y a deux jours une compagnie de CRS de St Quentin s'est installée dans un foyer de travailleurs, celui-ci devait ouvrir d'ici peu, il y manquait l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone : c'est en une journée que tout cela a été installé. Ce foyer «Hélène Boucher» est bâti dans un quartier HLM, le Pigeonnier, proche de la zone industrielle.

Depuis quelques mois, c'était régulièrement, les mini-opérations «coup de poing» sur le Pigeonnier ou en ville. Maintenant c'est tous les soirs que la ville est sillonnée de voitures de flics, en plus des gendarmes, et des habituelles «hirondelles». Le prétexte donné, «protéger Treilhou», va surtout permettre aux commandos de choc des patrons d'intervenir rapidement dès que les ouvriers occuperont leur usine. (ils avaient mis quelques jours pour «intervenir» chez Découflé, les patrons ont dû trouver que c'était trop long).

Amiens, ville quadrillée. Car ce que ni la presse locale, ni la bourgeoisie n'ont dit c'est que ces CRS n'étaient pas seuls. Dans une caserne de la ville, s'est installée en même temps une brigade bien spéciale : un commando anti-gang ! Déjà les anti-gang étaient là lorsque les syndicats avaient manifesté quand Durafour, ministre était venu à Amiens. Ils seront là en permanence.

correspondant AMIENS.

nouvelle marée noire ?



Le pétrolier «Olympic Bravery» est échoué depuis samedi au large des côtes d'Ouessant. L'accident s'est produit alors qu'il venait de Brest et se dirigeait vers la Norvège et le pire reste à craindre. En effet, si les 250 000 tonnes de pétrole qu'il contient viennent à se répandre, c'est une nouvelle marée noire que l'on peut prévoir.

Les beaux dimanches de Giscard

Pendant que des millions d'ouvriers, de gens du peuple n'ont pas les moyens pour sortir le dimanche, ni pour emmener les enfants prendre l'air à la campagne, les deux principaux hommes du gouvernement, Giscard et Poniatowski sont partis ce dimanche en forêt de Chambord, à la chasse au sanglier. En voilà au moins qui n'ont pas des fins de mois difficiles. L'histoire ne dit pas combien ils ont dépensé de millions pour cette menue distraction, qui n'est rien à côté des safaris de Giscard en Afrique. Elle ne dit pas non plus si Poniatowski est aussi habile contre le sanglier que les CRS contre les ouvriers...

LUTTES OUVRIÈRES

Saviem (Blainville) : «en cas d'accident, on peut attendre !»

Une fois de plus, un accident du travail qui aurait pu être grave ! C'est dû à la direction qui par soif de profit «oublie» la sécurité de son personnel...

Mardi midi, une serveuse de la cantine a glissé et s'est blessée ; les serveuses sont obligées de courir pour servir correctement les travailleurs, car le patron ne veut pas embaucher de personnel.

Après un appel aux pompiers de l'usine, un seul brancardier est venu, sans aucun doute par manque d'effectif dans le service : la personne blessée a été transportée à l'hôpital vers 15 H, alors que l'accident s'est produit à 13 h 20, et ce n'est même pas l'ambulance de l'usine qui l'a conduite à l'hôpital : c'est inqualifiable qu'il n'y ait pas d'ambulance disponible à la Saviem, avec un personnel de 6 000 ouvriers. Une preuve de plus que le patron ne regarde que son profit.

plusieurs secteurs déjà dans l'action !

Depuis quelques temps, le mécontentement se manifeste à nouveau. Les travailleurs de la réception, les magasiniers ont déposé des pétitions. De nombreux secteurs d'ouvriers du DPR (département pièces de rechange) entrent dans l'action. L'essentiel des revendications portait sur : promotion, classifications, rémunérations ; relèvement des salaires de base ; 250 F pour tous ; diminution du nombre de paliers dans chaque catégorie ; application du «statut Renault» pour le personnel Saviem et amélioration des conditions de travail, cadences...

Les travailleurs en ont assez des propositions de la direction (tous les trois mois) sur la révision des salaires, faites sans qu'à aucun moment, celle-ci ne tienne compte des demandes des sections syndicales.

Mais pour le succès des revendications (qui sont en fait celles de tous les travailleurs de la Saviem), il faut élargir l'action à tous les secteurs et déposer le plus rapidement possible des cahiers auprès des chefs de service. Tous ensemble, nous ferons reculer la direction.

correspondant Saviem Blainville (Orne)

cantine sauvage à la CIT-ALCATEL

Cit-Alcatel, c'est une boîte d'électronique de la banlieue lilloise où sont exploitées 1 400 ouvrières. A l'usine, dès qu'on a pointé, c'est parti pour huit heures et demie. Chacune à son poste de travail, on soude, on câble, on vérifié comme des automates. Quand on veut s'arrêter un moment pour se reposer, il y a tout de suite un petit chef pour nous faire reprendre la cadence ; avec un grand sourire, il nous rapporte le matériel !

C'est aussi pour cela qu'aujourd'hui la lutte sur la cantine, contre une augmentation de 11,2 % et pour une meilleure qualité, ca compte pour nous.

Alors que le boycott de la cantine a été suivie à 90 % les deux premiers jours, certains responsables syndicaux appelaient à ramener le boycott à deux jours par semaine (ce qui visait à tenter de couler le mouvement...)

Mais vendredi dernier, en accord avec les ouvrières et quelques déléguées, l'organisation du boycott a été réellement prise en main. Avec des militantes du PCR, une cantine «sauvage» a été organisée à la porte de l'usine ! Elle a remporté un plein succès : plusieurs centaines d'ouvrières ont approuvé l'initiative en participant à cette action. Lundi, la «cantine sauvage» continuait. Nous en donnerons l'écho à la victoire du boycott.

Correspondant Cit-Alcatel

Berliet Vénissieux : on investit les bureaux du patron !

Depuis deux semaines des débrayages ont lieu dans les ateliers «autobus», «Usinage» et l'usine «Départ» à St Priest.

Vendredi dernier, 400 travailleurs de CD4 (autobus) et 200 de CDO (usinage) manifestent dans l'usine et investissent la salle où se tenait une réunion entre le directeur et les délégués du personnel pour affirmer leurs revendications.

Après une réponse négative de sa part les travailleurs se dirigent vers le bureau de GROB, le directeur, et l'investissent avant de repartir en manifestation dans les ateliers. La lutte porte sur le maintien de la prime d'équipe malgré le passage en journée pour CD4 et les salaires ainsi que les classifications pour CDO.

correspondant BERLIET.

IMRO (Rouen) : Le PCF aux grévistes : "SURTOUT RESTEZ DANS LE CADRE DE VOTRE BOITE"

A l'IMRO, nous avons rencontré des grévistes de cette imprimerie (occupée depuis le 29/9/75). Des travailleurs ont précisé déjà dans la discussion les enjeux de cette lutte pour l'emploi, les moyens en œuvre pour construire le rapport de force nécessaire à leur succès. Pour eux, il était clair que la répression qu'ils ont subi (et qu'annonce encore le procès ouvert aujourd'hui visant à prononcer leur expulsion de l'entreprise occupée) était à combattre dans l'unité de tous les travailleurs, au même titre que pour les syndicalistes réprimés et emprisonnés...

QdP : Quelles formes de lutte avez-vous adopté ?

Depuis le début de la lutte, notre tactique a évolué. Au départ nous passions notre temps à produire des tracts et des brochures pour les autres. Les organisations syndicales ou politiques arrivaient avec l'argent de collectes de soutien et en échange nous demandaient d'imprimer leurs tracts. On mobilisait nos forces pour la production mais en négligeant nos tâches de militants : la recherche de nouvelles formes de popularisation et la réflexion politique sur la portée de la lutte.

Précisément pour la faire connaître, nous avons organisé des opérations «coup de poing» : jets de tracts du haut de la cathédrale (ce fut «l'opération soutane»), occupation des locaux de Paris-Normandie (baptisée «opération contre poison» à cause de l'attitude scandaleuse de la direction du journal à l'égard de notre lutte)...

Nous sommes aussi en contact avec les travailleurs du Parisien Libéré, de Caron Ozanne, etc...

Nous voulons réaliser l'unité avec les travailleurs les plus combatifs pour échanger et confronter nos expériences, faire avancer notre réflexion politique sur le chômage, la crise du capitalisme et réfléchir sur les perspectives de lutte qui s'offrent à l'ensemble des travailleurs ! Les travailleurs doivent briser leur isolement : c'est le seul moyen d'élargir la lutte !

Pour riposter et gagner la bataille, ce qu'il faut c'est l'unité de la classe ouvrière. Nous ne se bat pour l'ensemble de la classe ouvrière et c'est pourquoi nous avons voulu élargir notre lutte alors que l'UL CGT est venue nous voir au début en nous disant : *«Bravo les gars, c'est une lutte dure, mais restez dans le cadre de votre boite»*. A chaque instant, il a fallu se battre contre ces gens là qui veulent freiner et circonscrire la lutte en la noyautant. Pour nous, en effet, il n'y a pas de solution autonome et sectorielle au problème de l'emploi.

Dans ces conditions, que pensez-vous des perspectives politiques des partis «de gauche», du P«C»F, qui prépare son XXIIème congrès ?

Les organisations de gauche ne pensent qu'aux élections en nous disant que ça va changer quelque chose mais nous nous savons bien que l'imprimerie sera toujours dépendante des besoins de l'économie capitaliste, programme commun ou pas !

En ce moment le PCF fait concessions sur concessions alors que nous entendons dire que le PCF est un *«parti révolutionnaire»*, cela nous fait sourire !

Dans la boite, il y a eu pas mal de discussions sur l'abandon par le PCF de la dictature du prolétariat, il y a plein de copains qui sont pour la dictature du prolétariat même s'ils ne voient pas très bien comment y arriver et les gens du PC avaient du mal à justifier leur ligne.

Et le jeune ouvrier reprend :

Aussi dans la lutte on voit bien que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. L'une des priorités aujourd'hui pour les travailleurs, c'est le problème de l'emploi et pour gagner cette bataille, les travailleurs des entreprises doivent se lier les uns aux autres pour prendre leurs affaires en main et organiser une riposte d'ensemble car c'est le seul moyen de faire reculer la bourgeoisie.

recueilli par correspondant ROUEN

LIP : REFUSONS LES PERTES DE SALAIRE !

Samedi, des délégués CFDT commentent les résultats d'une entrevue que le patron a accordée... à Paris ! Ce qui est révélateur : l'image du patron social qui informe ses travailleurs, c'est fini, et c'est lui-même qui le dit or le patron avait déjà précisé ses objectifs pour 76, mardi dernier. Comme on s'en doutait, pour réduire les stocks, il veut limiter la production...

Quelques précisions concernant la création d'une nouvelle filiale de LIP pour la montre à quartz ont été apportées : Quartzelec pour laquelle l'Etat apporterait l'argent, LIP apportant machines et personnel (une centaine de travailleurs sont «vendus» à cette nouvelle société comme de vulgaires marchandises). Pour le reste, le patron ne veut rien céder parce que dit-il, on (c'est à dire Gillet et Riboud) ne lui «lâche plus la bride». Les travailleurs vont-ils se laisser imposer une réduction de salaire de 12 % ?

Aussitôt informés, les ouvriers réagissent... les murs se couvrent d'affiches manuscrites, les chefs veulent les ôter le soir, mais les gars les remettent le lendemain. La répression anti-syndicale se déclenche, car désormais, la répression n'épargne pas les travailleurs de LIP : le patron a déjà pris soin de s'attacher davantage les services de ses cadres. Ils ont reçu en décembre une prime s'élevant jusqu'à 6 000 Frs qui compense largement l'éventuelle perte de 12 %.

corr. LIP

LES CARRIERES DE TRELAZE (Maine et Loire) :

Les carriers de Trélazé étaient en grève mercredi 21 janvier. Ils demandaient essentiellement la parité de leur salaire avec ceux des mineurs des charbonnages. Aujourd'hui, (mardi 27), la direction se réunit à nouveau pour étudier la question. Mais les négociations n'avancent guère, au contraire, les Ardoisières envisagent le licenciement de 59 personnes. C'est pourquoi la lutte risque de repartir de plus belle...

PAYSANS EN LUTTE

ROANNE (Loire) : LES PAYSANS CONTRE LE BARRAGE DE VILLEREST

400 à 500 personnes ont manifesté aujourd'hui à Roanne à l'appel de la FDSEA, du CDJA et du Comité de Défense des Gorges de la Loire contre le projet de construction d'un barrage à Villerest en amont de Roanne (4km).

Ce barrage est construit officiellement *« pour limiter les crues de la Loire »*, alors que la Loire est déjà régularisée par le barrage de Granjean, et *« pour irriguer la plaine de Feurs »* alors que c'est une région très humide! *« Pour attirer les touristes »* alors que le barrage serait à moitié vide en eau !

En fait, il s'agirait surtout d'assurer aux centrales nucléaires de Basse-Loire un débit d'eau suffisant. Les habitants de Roanne craignent un nouveau Fréjus en cas de rupture du barrage.

Venus avec leurs tracteurs, les paysans ont crié leur refus d'une opération qui priverait plus d'une centaine d'entre eux de leur outil de travail : terrains diminués de 30 % ou plus et dont l'étendue tombe bien en dessous du minimum vital (14 hectares dans la région).

Ils formaient le gros de la manifestation. Militants politiques, syndicaux ou écologistes, de nombreux travailleurs les ont accompagnés car la lutte contre ce barrage se développe de jour en jour avec l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Son caractère populaire a amené le conseil municipal («centriste») de Roanne à prendre position contre le barrage ! La manifestation s'est terminée devant la sous-préfecture par un discours très militant d'un paysan du CDJA soutenu par des applaudissements et les mots d'ordre des manifestants : *« Non au barrage - paysans - travailleurs, même combat - la terre aux paysans - Paysans - Roannais solidarité »*.

correspondant Roanne

POLITIQUE

Dans nos usines :

AUX COTES DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE

Au moment où Poniatowski livre un militant antifranquiste (P. Astudillo) à la Garde Civile de Juan-Carlos et que son collègue Fraga emprisonne des centaines de travailleurs et près d'une trentaine de responsables syndicaux (dont les animateurs du Comité de Coordination des grèves de Madrid...), la classe ouvrière de France ne saurait rester indifférente !

Si Giscard et les bourgeoisies d'Europe décernent tranquillement des brevets de «libéralisation» à l'héritier de Franco, l'Espagne (toujours franquiste), offre à la bourgeoisie française un modèle inquiétant pour les libertés démocratiques. Mais pour nous, pour les travailleurs, l'Espagne aujourd'hui, c'est celle des luttes, un exemple d'offensive, de lutte unie pour les revendications et contre la répression ! Dans la métallurgie et l'automobile (Chrysler, Ford-Asturies, Renault-Valladolid, la SEAT...), dans le bâtiment (Valence,...), chez Michelin, dans tout le trust Standard-ITT-Marconi, les ouvriers d'Espagne sont à l'action ! Le gouvernement du franquisme sans Franco réquisitionne les grévistes du métro, des PTT, des chemins de fer, sans réussir à briser leur résolution !

En Navarre, au Pays Basque, les manifestations se succèdent...

DEVELOPPONS LA SOLIDARITE

Déjà des postiers parisiens, victimes il y a peu d'une telle menace (aux Chèques Postaux), dénoncent la réquisition qui frappe leurs camarades d'outre-Pyrénées.

Les travailleurs de France doivent savoir :

- ***ce qui se cache derrière les rencontres Fraga-Ponia, les manœuvres communes de leurs polices et forces armées...***
- ***ce que la classe ouvrière et les peuples d'Espagne font pour leur libération, les coups qu'ils portent avec éclat aux continuateurs de la dictature franquiste...***

Brisons le silence autour de leurs luttes !

- ***dans les entreprises, engageons l'information et le soutien, en particulier dans les entreprises de trusts implantés en Espagne, pour boycotter toute sous-traitance, peser sur les trusts, y compris par des débrayages pour empêcher toute tentative de briser les grèves des camarades d'Espagne.***
- ***localement, développons dans des meetings et réunions de quartier la vérité sur l'Espagne en lutte, multiplions les collectes de solidarité pour aider les camarades à tenir...***

FRAGA-PONIA, MEME BESOGNE !
A L'ACTION POUR LE SOUTIEN A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS D'ESPAGNE !

Pour l'envoi des motions de solidarité, écrire au Quotidien du Peuple BP 225
75 924 - Paris Cedex 19

Pour le soutien financier, envoyer les fonds au Quotidien du Peuple CCP 23 132 48 Paris avec la mention «souscription Espagne»

à gauche et à droite déjà...

LES PREPARATIFS ELECTORAUX

Les campagnes électorales sont en route. Les élections cantonales de cette année, celles pour les mairies du printemps prochain, sont déjà ouvertement préparées par les partis gouvernementaux, comme par ceux de la «gauche», prélude à des affrontements plus importants dès 78 lors du renouvellement du parlement. Les mairies «socialistes» de Marseille et de Lille avaient déjà il y a plus d'une semaine donné le coup d'envoi de ces campagnes électorales, en décidant de se séparer de leurs adjoints «centristes» liés à la majorité giscardienne. Ils indiquaient ainsi clairement que le choix tactique immédiat fait par le PS pour préparer ces élections, était de préserver pour l'instant «l'union de la gauche».

Le PS de par son rôle de parti charnière, entre la «majorité» gouvernementale et le P«C»F, bénéficie de la possibilité d'accéder au pouvoir soit dans le cadre de «l'union de la gauche», soit par un ralliement à la «majorité» giscardienne. Cette dernière éventualité, soigneusement préparée par les dirigeants centristes et giscardiens, et par Giscard d'Estaing lui-même (qui n'a pas hésité à attirer à l'Elysée les éclaireurs du PS, type les radicaux de gauche comme Fabre et Brousse) n'a pas encore pour l'instant été retenue par la direction du PS, qui estime qu'elle a plus à gagner à faire peser plus longtemps l'ambiguité sur son attitude après les prochaines législatives. Elle cherche pour l'instant à définir la meilleure tactique pour améliorer en sa faveur et simultanément, les rapports de force du PS avec le P«C»F, et avec les partis bourgeois qui supportent Giscard. C'est pourquoi par exemple le choix qui a été retenu pour les listes municipales à Lille et à Marseille, semble être constitué non pas de liste d'union de la gauche avec le P«C»F, mais de listes dites «socialistes homogènes», c'est-à-dire regroupant autour des notables du PS, des personnalités «indépendantes» ou «sans étiquette», c'est-à-dire des «centristes» qui déguisent leur nom.

En proposant que les élus socialistes qui figurent sur les listes municipales dirigées par des hommes de la «majorité» giscardienne puissent continuer à y figurer lors de la prochaine consultation électorale, les partis qui soutiennent Giscard montrent qu'ils n'ont nullement perdu l'espoir de rallier le PS à leurs positions dans un avenir pas trop lointain. En l'absence d'un tel ralliement, le succès de leurs listes leur paraît dans toutes une série de localités assez problématique. Et pour éviter un effritement supplémentaire de leurs positions les partis de droite ont préféré annoncer qu'ils présenteraient une candidature unique, voulant ne pas étaler publiquement leurs rivalités pourtant très aigües dans la dernière période (sur le rapport Tindemans à propos de l'Europe, sur le poids respectif dévolu à l'UDR et aux Républicains Indépendants...)

Et comme par hasard, tous ces préparatifs électoraux éclatent en dehors même de tout abord des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs aujourd'hui : les prix, le chômage, les libertés... Qui cela surprendra-t-il?

DES PRESUMES MEURTRIERS BIEN DEFENDUS

Le 3 juillet dernier, un juge lyonnais, bien connu du «tout Lyon», le juge Renaud, était abattu d'une rafale de mitraillette, en pleine nuit. En général, les truands n'aiment pas bien s'attaquer de la sorte à un juge. Qu'avait donc fait le juge Renaud pour mériter un tel châtiment ?

Pour cela, il faut au moins retrouver les meurtriers. Cela, la police l'a rapidement su, et s'est arrangée, à la faveur d'une «indiscrétion» pour le faire savoir à la presse locale, sans apporter de preuves qui permettent de le publier...

Là-dessus, le nouveau préfet de police de Lyon laisse tomber une petite phrase : «Toutes les affaires policières réussies ne finissent pas automatiquement devant une juridiction...» Certains esprits mal intentionnés font le rapprochement avec «l'affaire Renaud». Aussitôt, les présumés exécuteurs de juge trop indiscret menacent de porter plainte en diffamation et prennent comme avocat une personnalité du barreau de Lyon, Me Joannes Ambre. Cet avocat, d'une «excellente» famille roannaise, ex-radical socialiste avait défendu Soustelle, cet ex-gaulliste qui avait rejoint le camp des factieux. Ambre n'avait pas pour autant coupé les ponts avec la famille gaulliste. Et c'est là que cela devient intéressant : certains se sont laissés dire que le malheureux juge Renaud avait eu l'imprudence, lors d'une instruction dont il était chargé, de s'occuper d'un certain «gang des Lyonnais», et d'un certain hold-up à Strasbourg, dont on n'a toujours pas retrouvé ni le butin, ni les auteurs. Les mêmes esprits mal intentionnés avaient prétendu que les caisses d'un certain parti de la majorité ne s'en étaient pas trouvées plus mal... Toujours les mêmes mauvais esprits avaient pensé que l'on n'avait pas pardonné à ce juge d'avoir remué des affaires aussi nauséabondes, avaient même rappelé que ce n'était pas la première «affaire» où les liens entre partis bourgeois et pègre apparaissaient.

Et si de nombreuses affaires ont éclaté à Lyon, ce n'est pas un hasard : la pègre qui entourait l'UDR n'avait-elle pas fait de cette ville un lieu privilégié pour ses «activités». Les liens entre Charret, ancien député UDR de la Croix-Rousse et la pègre avaient été rendus publics.

Et qui donc trouve tant d'intérêt à ces révélations, si ce n'est ceux qui ont remplacé l'UDR à la tête de la majorité. La sombre bataille qui se mène, aussi bien au niveau de la police (la police à Lyon a été entièrement renouvelée) que de la pègre aboutit parfois à de telles révélations. Mais il ne faut pas que cela aille trop loin : trop en dire salirait tout le monde, montrerait avec trop de clarté ce qu'est véritablement la «politique» bourgeoise, ferait sentir avec trop de force son caractère nauséabond.

Eric BREHAT

«Oui à la répression, mais pas devant la Cour de Sûreté de l'Etat»

Une phrase qui pourrait résumer assez bien les discussions qui se sont tenues hier entre les partis de «gauche» et les syndicats. Cette réunion qui est la riposte «rapide» de la «gauche» aux inculpations a pour objectif, après plus de deux mois, d'exiger la liberté pour les 8 emprisonnés et la levée des inculpations... mais devant la Cour de Sûreté de l'Etat. On est bien loin, comme d'habitude, de ce que scandaient les milliers de travailleurs dans les rues de Paris et de nombreuses villes de France : «LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES !»

Mitterrand : oui à l'élection du parlement européen

C'était hier à Europe N° 1, Mitterrand qui revenait de la conférence des PS du Sud, qu'il avait lui-même convoquée, a expliqué qu'en cas de référendum national à propos de l'élection au suffrage universel du parlement européen, le PS appellerait à voter oui. Il a ajouté qu'il faudrait que ce soit au scrutin proportionnel... mais il est peu probable que cela suffise à contenter le PCF, qui y est opposé. L'union de la gauche se renforce, comme disent ces messieurs.

FIN DU VOYAGE DE CHIRAC EN INDE

faible resultat

Chirac a quitté l'Inde hier après une visite de 4 jours. Les entretiens franco-indiens se sont terminés samedi ; dimanche Chirac faisait du tourisme et lundi matin il assistait à une parade militaire. Parti avec l'espoir de développer les ventes de matériel français, il revient avec des résultats assez minces. La commande de 3 Airbus est confirmée ; le communiqué final parle de «coopération pour les domaines des énergies nouvelles, des chemins de fer, de la pétrochimie et de l'industrie sidérurgique» ainsi que «la coopération dans la production et le transport de l'électricité ainsi que les télécommunications». Tout ceci n'est qu'au niveau de déclarations d'intentions. Mais la vente de matériel nucléaire, qui constitue une des bases de la présence française en Inde, se poursuivra.

Arrivant en 6° position parmi les fournisseurs de l'Inde après les USA, l'URSS, le Japon, la RFA et l'Angleterre, l'impérialisme français cherche cependant à développer son influence dans cette région du monde.

Pour cela il entend jouer un rôle dans «la nécessité d'aménager entre les Etats du sous-continent des relations de bon voisinage». Pour essayer de se glisser dans cette région, l'impérialisme français n'a pas hésité à laisser apparaître Chirac comme le premier chef de gouvernement occidental à s'être rendu en Inde depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Passant par l'Irak, avant de regagner Paris, Chirac sera-t-il amené à plus de réalisme dans ses capacités de voyageur de commerce. On pourra juger l'écart entre l'annonce de contrats possibles et l'état de leur concrétisation. On pourra ainsi juger des prétentions et des faiblesses d'un impérialisme secondaire comme la France.

LA VIE DU JOURNAL

DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Envoyez chaque jour, vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris de 8 H 30 à 13 H

DANS NOTRE COURRIER

A propos de l'affaire Pliouchtch

Camarades,

A l'occasion des premières déclarations de L. Pliouchtch à la presse, je me décide à vous écrire. Ce matin en effet Europe 1 retransmettait les déclarations de Mme Pliouchtch selon lesquelles «elle avait été étonnée de la liberté régnant dans notre pays». Certes la France ce n'est pas l'URSS mais quand même ! Les 28 travailleurs de Paris-Rhône licenciés pour fait de grève ; parmi eux les 16 qui ne retrouvent pas de travail ; tous ceux qui, avec un dossier vide, ont passé 15 jours ou un mois en prison et vont passer en Cour de Sûreté de l'Etat ; ceux qui voient leurs meubles saisis, ou qui se retrouvent à la rue après avoir été rejetés de leur travail... Tous ceux là apprécieront la «liberté» de Mme Pliouchtch.

Tous ces intellectuels, savants, scientifiques ont, en fait, depuis longtemps choisi leur camp ! Eux qui alimentent sans cesse les dossiers de notre bourgeoisie pour sa propagande anti-communiste, eux qui s'appuient sur l'aspect repoussoir de l'URSS social impérialiste pour tenter de démolir le socialisme.

C'est à ce sujet que j'adresse des critiques au Quotidien. Il me semble qu'il est juste et nécessaire de s'emparer (comme l'a fait notre quotidien) de telles affaires pour montrer ce qu'est l'URSS d'aujourd'hui. Mais en aucun cas nous ne pouvons semer la confusion sur le rôle que jouent ces intellectuels soviétiques, réactionnaires, dont nous ne pouvons assurer la défense. J'ai trouvé que la QdP n'était pas assez clair à ce sujet.

R.M. RILLIEUX.

S'il est vrai que Madame Pliouchtch a fait la déclaration que tu rapportes et que tu critiques à juste titre, Léonid Pliouchtch s'est refusé jusqu'à présent à faire siennes les déclarations réactionnaires et fascistes d'un Soljenytsine, par exemple.

S'il nous a semblé juste de parler de la répression subie par Pliouchtch, c'est qu'elle donne un aperçu sans doute très réel de la répression massive qui touche, non seulement les intellectuels dont on parle dans la presse bourgeoise, mais surtout les travailleurs, le peuple soviétique.

Serge LIVET.

Pour un journal de mobilisation !

Je suis attentivement le Quotidien du Peuple, et je trouve que, dans la dernière période, le QdP n'est pas assez agressif, pas assez offensif : il semble s'adresser à une audience acquise et déjà conquise, il tend à ronronner, il faut lutter contre l'esprit de routine !

Le QdP doit mener la lutte, démonter les arguments et théories de l'adversaire, *scientifiquement, implacablement - il doit semer la haine contre les exploiteurs et leurs valets ; manier l'ironie qui ridiculise les positions de l'adversaire, qui montre ses faiblesses, tout en stimulant l'enthousiasme révolutionnaire.*

Le QdP ne doit pas seulement dénoncer mais démonter *soigneusement les rouages de la mécanique d'exploitation capitaliste sous les aspects multiformes de l'actualité vécue par le peuple.*

Pas d'analyse sommaire, de conclusions stéréotypées qui font hativement référence au Marxisme-Léninisme comme pour se donner bonne conscience ; le Marxisme-Léninisme n'est pas un emblème que l'on exhibe pour se dédouaner (comme le font les opportunistes de tout poil), c'est une arme qu'il faut utiliser pour faire progresser la conscience et l'ardeur révolutionnaire de classe.

Que le QdP de journal d'information devienne un journal de mobilisation, *qu'il arrive, par son argumentation serrée,* à convaincre, *à emporter l'adhésion des larges masses révolutionnaires de notre peuple, qu'il mène* réellement *le combat pour la cause de la révolution prolétarienne !*

un lecteur CONFLANS

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

pour une action commune des lycéens

La réforme Haby s'installe, nous en voyons les premiers effets : le rétablissement par l'administration des relevés des notes qui avaient disparus après les luttes de mai 68.

Nous demandons par l'intermédiaire du «Quotidien du Peuple» l'organisation d'une action commune des lycéens. Nous proposons que dans chaque établissement s'organise l'action sous forme :

- de l'organisation de la solidarité de tous les lycéens,
- de l'organisation de la disparition systématique de ces relevés de notes.

Un groupe de lycéens lecteurs du Quotidien du Peuple de CHAUMONT.

«...d'un revers de main...»

Dans l'édito du n° 90 consacré à Concorde on peut lire en bas de la 2ème colonne : «l'argument écologique de la pollution, du bruit, masque à l'évidence l'opposition politique des USA».

C'est surement vrai, mais n'est-ce pas un peu rapidement dit ? C'est le type même d'argumentation à éliminer car il ne convainc pas.

C'est bien pour des raisons politiques et économiques (qui ne sont d'ailleurs ni développées dans l'édito, ni en page 3, mais seulement affirmées) que les USA s'opposent au Concorde. Toutefois l'opposition US repose dans sa version officielle, celle qui est largement connue sur les nuisances provoquées par Concorde. Pollution des hautes couches atmosphériques, bruits. Cette opposition officielle s'appuie sur une part de réalité (il n'y a qu'à lire les réflexions des habitants de Goussainville en P 3).

Il ne s'agit donc pas de balayer d'un revers de mains les arguments avancés par l'impérialisme US, mais de les démolir point par point, sans nier qu'ils représentent une part de réalité : Conséquences ou non sur les hautes couches atmosphériques. Lesquelles ? bruit... (je ne crois pas que l'impérialisme US se soucie plus que l'impérialisme français du bien être des habitants proches des aérodromes, ainsi que de la pollution en général) pour en arriver aux véritables raisons politiques et économiques. De plus ramener à leurs justes mesures les nuisances reprochées à Concorde est nécessaire pour convaincre de la réussite technique de cet avion.

M.N. GRENOBLE.

FRONT ROUGE
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)
N° 3 - nouvelle série
est paru
Le numéro : 5 F (+ port)
Au sommaire :
- La ligne de masse
- Les marxistes-léninistes et l'armée
- La conférence Nord-Sud
Passez vos commandes
Front Rouge BP 161 -75 864 Paris Cedex 18
CCP - 31 191 14 La Source

communiqués

Rennes

MARDI 27 JANVIER

20 h 30
SALLE DE LA CITÉ
(rue St Louis) RENNES

M E E T I N G

Organisé par le Comité Rennais de soutien aux soldats et aux syndicalistes inculpés.

Besançon

Amis du Quotidien du Peuple, prenez votre journal en main ! Le Quotidien a besoin de vos critiques et suggestions, de vos informations et de vos articles aussi un cercle de lecteurs se tiendra :

MARDI 27 JANVIER
20 h 30
SALLE ROUGE
GYMNASE DE LA BOULOIE

VENEZ NOMBREUX !

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom .....
Profession .....
Adresse .....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, des cartes postales en couleur, des calendriers, des affiches sont à votre disposition.

la carte postale : 3 F

TÉLÉVISION

Sur TF 1 dimanche soir

«LA BONNE ANNEE»

Deux gangsters, Charlot et Simon (Lino Ventura) viennent à Cannes préparer le cambriolage d'une bijouterie de luxe. Au cours des préparatifs, Simon fait la connaissance de Françoise (Françoise Fabian), la belle antiquaire qui tient un magasin en face de la bijouterie, c'est le début d'un amour. Mais Françoise ignore que Simon est un ganster, elle le découvrira quand, le soir du hold-up de la bijouterie, elle le voit entre les policiers qui l'embarquent. Le hold-up a bien marché, Charlot a réussi à emmener les bijoux, mais Simon qui s'est attardé dans la bijouterie a été victime du système de sécurité. En prison, il pense à Françoise. Celle-ci vient le voir fréquemment, mais prend des amants «pour attendre». Le 1° janvier 73, il bénéficie d'une libération anticipée. Après avoir semé les flics qui le filent, il récupère sa part du hold-up et après avoir beaucoup hésité, il se décide à retrouver Françoise qui se jette dans ses bras.

Ça c'est l'histoire que nous raconte assez bien Lelouch dans «La bonne année». Mais elle n'est là que pour servir de cadre et de révélateur aux rapports entre les différents protagonistes du film. La psychologie des personnages des films de Lelouch est du genre simpliste, il y a les instinctifs et ceux qui réfléchissent, c'est ainsi que Lelouch de son propre aveu classe les hommes, et lui se range parmi les instinctifs, il pourrait difficilement se placer dans l'autre catégorie. Dans ce film, il s'exprime à travers le personnage de Simon-Lino Ventura. Tous les rapports personnels sont

Lino Ventura et Françoise Fabian.

centrés autour de Françoise, la seule femme du film. Françoise est belle, riche, «indépendante» et très cultivée, elle a beaucoup d'admirateurs, mais n'est pas décidée à se lier à un homme. Son entourage se compose d'intellectuels, que Lelouch s'est attaché à caricaturer, en particulier un critique de cinéma, de gauche... on se venge comme on peut ! Mais c'est le gangster instinctif et inculte que Françoise choisira, et auquel elle se soumettra.

Lelouch a ainsi voulu faire la démonstration que ce sont les instinctifs, les hommes dans son genre qui sont les meilleurs, qui valent dix fois plus que tous ces intellectuels ; la preuve ils plaisent aux femmes, même émancipées. Pour Lelouch, une femme «émancipée», c'est une femme «qui vit comme un mec», Françoise est de celles-là, mais elle se soumettra devant un «vrai mec» comme Simon. Moralité : si les femmes s'émancipent, c'est qu'il n'y a plus de «vrais mecs».

Serge LIVET

NOTRE SÉLECTION

- Sur TF1, l'émission «Ces années-là» traitera de l'année 1954 : défaite de l'impérialisme français en Indochine, début de la lutte de libération nationale du peuple algérien, lutte du peuple guatemaltèque contre l'impérialisme américain.

Une année riche donc en luttes anti-impérialistes. Nul doute que Michel Droit s'emploiera à les déformer, à en faire de sombres «drames» secouant l'ordre mondial.

- Les «Dossiers de l'écran» (A2) débattront de «la réinsertion des prisonniers» à partir d'une expérience limitée effectuée aux Etats-Unis. Chacun sait que le «libéralisme» giscardien se préoccupe fort de cette question : la poignée de main de Giscard avec un prisonnier à Lyon est dans toutes les mémoires ; et il y a même un secrétariat d'Etat à la condition pénitentiaire... Hélène Dorlhac qui occupe ce poste tentera de profiter du débat pour nous faire croire que là encore «la réforme avance à grands pas».

- A ne pas manquer : Ce soir, la tribune libre de FR3 (à 19 H 30) est consacrée à la présentation d'un dossier CFDT sur les conditions de travail. Avec Robert Bono de la Confédération, interviews dont un mineur, un travailleur de la chimie, un chauffeur routier, un employé d'assurances...

Plusieurs syndiqués CFDT, contactés pour participer à l'émission, avaient refusé de venir y lire un texte «mâché» par la direction confédérale, ou de se contenter d'une allusion à leur entreprise...

A la veille d'un Congrès où la pratique syndicale et les conditions de travail seront au cœur des débats, il conviendra de regarder d'un œil vigilant les perspectives tracées par l'équipe dirigeante CFDT en place...

COMMUNIQUÉ
CENTRE DE CULTURE POPULAIRE - SAINT NAZAIRE

Les travailleurs créent, exposent. Contrairement à ce que nous pouvons voir le plus souvent, ce ne sont pas des œuvres de professionnels, mais des œuvres crées par de nombreux travailleurs de la région nazairienne, la première exposition de ce genre réalisée à Saint Nazaire : 200 œuvres présentées.

Une dizaine de Comité d'Entreprise participeront à cette exposition. Toute les formes d'expression : peinture, photo, collage sur métaux, maquette, dessin, sculpture, poème, chanson... Au sous-sol de la bibliothèque. Entrée gratuite. Du 25 janvier au 8 février de 15 à 19h.

Programme

MARDI 27 JANVIER

TF 1

18 h 15 - A LA BONNE HEURE.
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES.
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - 76 PARIS Variétés.
21 h 30 - CES ANNÉES-LA : 1954
22 h 25 - JACK LONDON et la fièvre de l'or.
23 h 15 - JOURNAL

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : DES HOMMES LIBRES enquête et débat la réinsertion des prisonniers.
23 h 15 - JOURNAL

FR 3

19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES.
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la C.F.D.T.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX du Mexique à l'Alaska.
20 h 30 - PASSEPORT POUR L'OUBLI film anglais de Val Guest
22 h 20 - JOURNAL

MERCREDI 28 JANVIER

TF 1

14 h 20 - feuilleton QUENTIN DURWARD.
17 h 05 - DESSINS ANIMÉS
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES
19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE SILENCE DES ARMES film TV
22 h 10 - INDICATIONS Magazine médical.
23 h 10 - JOURNAL

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - HOCKEY SUR GLACE
21 h 30 - C'EST A DIRE Sergio Leone
23 h 00 - JOURNAL

FR 3

19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : Charles Hernu.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - LA FILLE DU PUISATIER Pagnol 40
22 h 45 - JOURNAL

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

d'Edgar SNOW

AUX ÉDITIONS STOCK

«A la recherche de la Chine Rouge, E. Snow vient de quitter Sian.

3e épisode

LE PASSAGE DES PORTES ROUGES

Les admirables terres de lœss, qui couvrent une grande partie des provinces du Kansou, du Shensi, du Ninghsia et du Chansi, expliquent la merveilleuse fertilité de ces régions (quand il pleut), car le lœss fournit un sol poreux inépuisable, profond de dizaines de pieds. Les géologues croient que le lœss est de la matière organique apportée pendant des siècles de Mongolie et de l'ouest par les grands vents qui s'élèvent dans l'Asie centrale. Sous l'angle panoramique, le résultat est une variété infinie de formes bizarres et crénelées - collines ressemblant à des chateaux forts, à des rangées de mammouths, à des galettes soigneusement arrondies, à des chaînes déchirées par quelque main géante laissant derrière elle la marque de doigts en colère : formes fantastiques, inconcevables et parfois effrayantes, monde façonné par un dieu en folie, et pourtant aussi, par endroits, d'une étrange beauté surréaliste.

Et quoiqu'il y ait partout des champs et du sol cultivé, on voit rarement des maisons. Les paysans sont cachés dans ces collines de lœss. Dans tout le Nord-Ouest, les hommes ont conservé l'habitude séculaire de vivre dans des demeures creusées dans la falaise dure couleur de caramel, que les Chinois appellent *yao-fang*, habitations de cavernes. Mais ce ne sont pas des grottes dans le sens occidental. Fraîches en été, chaudes en hiver, elles sont facilement construites et entretenues. Même les plus riches propriétaires creusent souvent leur habitation dans les collines. Certaines d'entre elles sont des édifices qui comptent de nombreuses pièces coquettement meublées et décorées, avec un sol de pierre et des pièces à hauts plafonds, éclairées par des fenêtres de papier de riz s'ouvrant dans la paroi de terre ainsi qu'en travers des grosses portes laquées noir.

UNE DISCUSSION DE SOLDATS

(...) En chemin nous rencontrâmes une partie de la 10ème division, formée entièrement d'hommes de Mandchourie, qui redescendait du front de Yen-an vers Lo-tch'oan. (...) Ils revenaient justement de Wa-ya-pao, dans le nord de la province, où il y avait eu une escarmouche avec les Rouges. Je surpris des bribes de conversation qu'ils tenaient entre eux. Ils parlaient des Rouges.

- Ils mangent beaucoup mieux que nous, avança l'un.

- Oui, ils mangent la chair des *lao-pai-hsing* (gens du peuple), répondit un autre.

- Cela importe peu - quelques proprios - cela n'en vaut que mieux. Qui nous a remerciés d'avoir été à Wa-ya-pao ? Les proprios ! N'est-ce pas un fait ? Pourquoi devrions-nous nous battre avec nos compatriotes, quand nous ne voulons nous battre avec personne si ce n'est avec les Japonais, hein ?

Un officier s'approcha et cette conversation prometteuse prit fin. L'officier leur donna l'ordre de se mettre en route. Ils saisirent leurs fusils et reprirent péniblement leur chemin. Bientôt après nous partîmes à notre tour.

PREMIERS PAS EN ZONE ROUGE

Accompagné d'un muletier, Snow gagne à travers la montagne le premier avant-poste des partisans communistes. Il est accueilli par Liéou, chef local de la Ligue des Pauvres (ligue paysanne).

(...) Lieou m'offrit du tabac, de l'alcool et du thé, et me harcela de questions sans nombre. Lui et ses amis examinèrent avec un vif intérêt, marqué d'exclamations approbatives, ma caméra, mes chaussures, mes chaussettes de laine, le tissu de ma culotte de coton et (avec une admiration prolixe) la fermeture éclair de ma chemise kaki. L'impression générale qui paraissait prévaloir était que, tout ridicule que cela parût, l'ensemble répondait assez bien à sa destination. Je ne savais pas au juste ce que le «communisme» signifiait pratiquement pour ces hommes et j'étais prêt à voir mes affaires rapidement «redistribuées» - mais heureusement rien de la sorte ne se produisit. Autant que je pouvais m'en assurer, le but de l'examen auquel j'étais soumis (et il était bien plus agréable que la visite douanière à laquelle on est astreint aux autres frontières) était de renforcer une conviction préétablie qu'un diable étranger est un être imprévisible.

Liéou lui donne un guide pour aller à An-tsai, où Snow pense trouver Mao tsé-toung.

«Eh bien ?, me dis-je en moi-même comme je haletais dans la côte, jusqu'à présent, ça va.» J'avais forcé la barrière rouge. Comme l'opération avait été simple !

Mais j'avais devant moi une chaude alerte et un incident qui devaient alimenter la rumeur que j'avais été enlevé de force et tué par les bandits. En fait, des bandits -non pas rouges mais blancs- étaient déjà sur ma piste derrière ces murailles de lœss silencieuses.

(à suivre)

INTERNATIONAL

le quotidien du peuple

cinq réunions internationales
LE REFLET DES TENSIONS DANS LE MONDE

A Paris s'ouvrait hier la conférence des ministres de l'OPEP en même temps que la conférence des co-présidents de la conférence Nord-Sud, à Manille aux Philippines c'était le début de la réunion des 77, le groupe des pays du Tiers Monde à l'ONU, à Athènes les pays des balkans se rencontraient pour la première fois, tandis qu'à Vienne en Autriche s'ouvre ces jours-ci la huitième conférence sur la réduction des forces militaires en Europe. Par cet ensemble de réunions internationales d'importance mondiale sont affirmées les contradictions aigües qui traversent le monde aujourd'hui, notamment la rivalité des Etats-Unis et de l'URSS qui se cristallisent en Europe d'une part et la volonté des pays du Tiers Monde de se libérer du pillage impérialiste.

L'AIGUISEMENT DES RIVALITES ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'URSS

La huitième conférence sur la réduction des forces en Europe s'ouvre sur une proposition américaine : réduire le nombre des missiles tactiques américains de 1 000 sur les 7 000 existant et retirer 29 000 soldats américains d'Europe. En retour, les soviétiques devraient retirer 1 700 chars et 68 000 hommes. Les négociations ne risquent guère de déboucher parce que d'une part les armes que les américains proposent de retirer sont considérées comme démodées et d'une efficacité douteuse, ensuite parce que les propositions sont trop défavorables aux Soviétiques.

Les forces en Europe sont très favorables aux soviétiques : 625 000 hommes et 7 000 chars du côté de l'OTAN, 895 000 hommes et 19 000 chars côté soviétique. Depuis le début des négociations, l'URSS tente à tout prix de maintenir ce déséquilibre en sa faveur. Les conférences sur la réduction des forces en Europe sont le pendant de la conférence sur la sécurité en Europe qui s'est tenue à Helsinki en juillet dernier. Par le moyen de ces conférences l'URSS essaye d'imposer et de faire reconnaître sa suprématie en Europe.

Le fait nouveau que constitue la conférence des Balkans réunissant des pays liés à l'URSS et des pays liés aux Etats-Unis indique que ces contradictions sont en train de s'aiguiser, chaque grande puissance essayant de mordre sur le camp de l'autre. C'est ainsi que l'URSS vient d'inviter des observateurs grecs et turcs à ses manœuvres militaires dans le sud de l'URSS, précisément deux pays de l'OTAN vers lesquels l'URSS déploit une grande activité en profitant des difficultés que l'affaire de Chypre a causées aux Etats Unis dans la région.

Alors que la confrontation soviéto-US a pris un tour aigu en Angola, remettant même en cause la politique de négociations entre grandes puissances pour se partager le monde, les conférences en cours montrent que la confrontation pour la suprématie en Europe occupe toujours la place privilégiée qui est la sienne depuis le début des années 70. Loin de s'atténuer, cette rivalité est appelée à se durcir, sous l'effet de la dégradation de l'ensemble des rapports soviéto-américains. Ainsi apparaît au grand jour l'objet de la détente : un moyen pour l'URSS de gagner du terrain sur les Etats-Unis, la préparation à une guerre.

LE TIERS-MONDE CONTRE LE PILLAGE IMPERIALISTE

L'autre série de réunions concerne les rapports entre le Tiers-Monde et les pays impérialistes.

A Manille, les 77, en réalité 106, pays du Tiers-Monde à l'ONU doivent s'accorder sur une politique commune en vue de la CNUCED, la réunion des Nations-Unies consacrée au développement. Ils préparent notamment une série de propositions concrètes pour assurer le développement des pays du Tiers-Monde, unis non seulement contre le pillage impérialiste, mais également pour élaborer une stratégie commune de développement indépendant. A Paris, les ministres de l'OPEP doivent examiner les modalités pour un prêt de un milliard de dollars que les pays pétroliers prévoient de faire aux autres pays du Tiers-Monde, brisant par là une tentative constante des Etats-Unis d'opposer les pays producteurs de pétrole aux autres.

Enfin, à Paris s'ouvre la réunion des présidents de commissions de la conférence Nord-Sud, par laquelle il est prévu que pendant un an les pays du Tiers-Monde et les pays occidentaux essaient de mettre sur pied un nouvel ordre économique international. L'enjeu de cette conférence est important. Son succès, la victoire des pays du Tiers-Monde dépend dans une large mesure du degré d'unité auquel ils parviendront dans tous les domaines. C'est pourquoi aussi bien les initiatives de l'OPEP que les décisions de la conférence de Manille influeront sur le cours même de la conférence Nord-Sud.

Ainsi l'année 1976 apparaît dès le début comme une année importante au cours de laquelle les grandes transformations apparues dans le monde au début des années 70, la rivalité aigüe soviéto-US notamment en Europe et la confrontation entre pays du Tiers-Monde et pays impérialistes sont appelées à s'approfondir. Le grand nombre des réunions internationales qui se tiennent en même temps témoigne que les contradictions qui ont conduit à ces transformations s'aiguisent.

ATHENES : CONFERENCES DES PAYS BALKANIQUES : UNE RÉGION DISPUTÉE PAR LES DEUX SUPER-PUISSANCES

Depuis hier s'est ouverte une conférence balkanique, convoquée à l'initiative de la Grèce et qui regroupe, outre la Grèce, la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie.

Officiellement, cette conférence est présentée comme «peu spectaculaire», ne devant aboutir à aucune unité régionale.

Quand on connaît l'enjeu stratégique que représente cette région pour les deux superpuissances (affrontement pour la domination en Méditerranée, proximité du Moyen-Orient), enjeu qui s'est clairement manifesté au moment de la crise de Chypre pendant l'été 74, c'est sous l'angle de cette rivalité qu'il faut examiner cette conférence.

Elle regroupe des pays qui ont précisément adopté des positions différentes par rapport aux superpuissances... La Grèce, après le coup d'Etat à Chypre fomenté par les colonels grecs est restée, après le changement de gouvernement, pour l'essentiel, malgré une forte mobilisation populaire anti-US, dans l'orbite américaine, et c'est elle qui convoque la conférence. La Turquie, après la crise chypriote, a remis en cause la pénétration de l'impérialisme US dans son territoire et fait actuellement l'objet de soins attentifs de la part des soviétiques.

Si la Bulgarie est complètement inféodée au social-impérialisme soviétique, il n'en est pas de même pour la Roumanie ou la Yougoslavie. L'une comme l'autre sont soumises à de très fortes pressions de la part des soviétiques : en Roumanie, c'est pour le passage des forces armées soviétiques par exemple, en Yougoslavie, c'est dernièrement l'ingérence directe dans les affaires intérieures par l'organisation de complots. En dépit de ces pressions, la Roumanie a condamné l'agression soviétique en Tchécoslovaquie, la Yougoslavie s'est placée dans le camp des pays du Tiers-Monde et partage leur condamnation des superpuissances.

L'URSS, d'ailleurs, ne se méprend pas sur la signification possible d'une telle conférence à l'initiative d'un gouvernement lié à l'impérialisme américain. Comme par hasard, c'est le moment qu'elle choisit pour inviter comme observateurs à des manœuvres militaires qu'elle opère aux frontières de la Turquie et de l'Iran, outre la Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie, précisément la Grèce et la Turquie.

ESPAGNE encore d'importants mouvements de grève

A Madrid :

Métal : il est possible que la situation se durcisse, les travailleurs des différentes entreprises sont prêts à continuer les actions si le patronat n'est pas prêt à négocier sur les revendications présentées : suppression des sanctions, réadmission des licenciés, paiement des jours de grève.

Dans la zone de Getafe, les assemblées se poursuivent et ils décident de continuer la grève étant donné que les entreprises John Deere, Wacios, Vere ne veulent pas réadmettre les licenciés. Dans la zone de Ventes à Madrid, les arrêts partiels dans les entreprises à Per, Vespa, Petaco, Fisel, Paybesa, Plata Menesee, Arvil et d'autres. A Malcon-ITT, ils continuent les arrêts partiels et les assemblées, à la Fiat-Espagne, les travailleurs continuent les débrayages après la réouverture.

La Pelaso de Madrid : des assemblées quotidiennes de 5 000 à 10 000 travailleurs.

A Varoliz, les travailleurs ont obtenu toutes les revendications grace aux luttes menées, ils ont même débordé le décret de blocage salarial.

A Valladolid.

- Il y a une grève générale du bâtiment depuis samedi de 7 000 travailleurs et il y a eu des licenciements.

Il y a eu des manifestations de travailleurs du métal de la Rénol, Micas, de Michelin, Sava, Tensa, etc. et des travailleurs du bâtiment. Le développement du mouvement de grève à Valladolid a sa source dans le mouvement de grève de Madrid.

A Vitoria.

- Grève assez importante, par exemple à Forjas Alavefas (2 000 travailleurs), Mebosa et parmi plusieurs petits ateliers. Plus de 5 000 travailleurs pendant plus d'une semaine. Il y a eu des manifestations.

Aux Asturies.

Grève presque générale. A Ensideesa (4 000 travailleurs), à Siemens, à la General Electric, dans les transports, des arrêts partiels et dans le port, les bassins miniers continuent aussi.

A Valence.

Hier était convoquée une grève générale dans la métallurgie.

A Saragosse.

Il y a plus de 4 000 licenciements et plusieurs usines de métal qui ont fermé. le conflit atteint le bâtiment et le textile surtout. Le mouvement universitaire manifeste aussi.

ACCORDS USA-ESPAGNE : RENFORCEMENT DE LA PÉNÉTRATION AMÉRICAINE EN ESPAGNE

Le 24 janvier, Kissinger et le Comte de Motrico, ministre des Affaires Etrangères signait à Madrid un traité d'amitié et de coopération militaire et économique pour cinq ans qui prévoit :

- **le retrait des sous-marins nucléaires de la base de Rota, mais le maintien de toutes les bases US.**
- **la fourniture d'armements.**
- **un conseil commun pour coordonner les questions de défense de l'Espagne dans le cadre de la politique de défense des Etats-Unis et de l'OTAN.**
- **des prêts économiques qui, avec la coopération militaire, s'élèvent à plus d'un milliard de dollars.**

Ce retrait des sous-marins nucléaires de la base de Rota pour lequel s'étaient mobilisées les masses populaires en Espagne ne manquera pas d'être utilisé par Juan-Carlos comme la preuve qu'il est capable de faire reculer les américains ; en réalité, il vient ainsi de trouver un moyen de tenter de couper l'herbe sous le pied de l'opposition.

Dans les faits, cet accord maintient et accroît la présence américaine en Espagne. Toutes les bases militaires sont maintenues, y compris celle de Rota. Par ailleurs, il vise à faire de l'Espagne un point important du système d'agression de l'impérialisme américain en Europe. La création d'un conseil militaire commun pour *« la coopération de l'Espagne à la défense de l'Occident »* est destinée à accélérer l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN.

A l'heure où le gouvernement français multiplie ses manœuvres pour faire accepter l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne (CEE), on est frappé par la convergence des efforts des deux impérialismes, français et américain, à intégrer l'Espagne à l'Europe. Le gouvernement français qui connaît parfaitement le poids de l'impérialisme américain en Espagne n'émet aucune objection à cet égard. C'est là encore un signe que l'Europe, telle que l'entend de plus en plus Giscard, est une Europe qui pencherait vers l'orbite américaine.

communiqué

Lundi matin, les étudiants arabes ont occupé la Ligue Arabe - bureau de Paris, pour protester contre le complot impérialiste qui se déroule au Liban. Ils ont fait le communiqué suivant (extraits) :

«La Révolution Palestinienne et le Mouvement National Libanais sont, depuis 10 mois, en proie à une violente offensive impérialiste menée par les forces séparatistes et confessionnalistes liées au sionisme...»

(...)Nous réaffirmons... que l'unité combattante de la Révolution Palestinienne est plus que jamais nécessaire pour faire face à toute «solution pacifique, capitularde»...

(...)Nous appuyons le dernier cessez-le-feu à condition qu'il n'aboutisse pas :

- à remettre en question l'accord du Caire (1969)
- à retirer les armes lourdes des camps palestiniens
- à circonscrire le mouvement de la Révolution Palestinienne dans les camps ou à limiter sa liberté d'action...

Nous condamnons aussi toute tentative de frapper les acquis du mouvement patriotique populaire libanais et la Révolution Palestinienne.

UNEM (Maroc)
UGELF - Paris (Liban)
UGT - CP - Paris (Tunisie)
GUPS (Palestine)
UNEIF (Irak)